

ÉLECTIONS PALESTINIENNES

QUEL EST LE PROGRAMME POLITIQUE DU HAMAS AUJOURD'HUI ?

Une interview de Moshir Al Masri par Silvia Cattori, 20 janvier 2006

Les élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006 s'annoncent comme un séisme politique : le Hamas pourrait emporter la majorité des suffrages. Aussi la presse atlantiste s'efforce par avance de diaboliser ce parti politique. Soucieux d'apporter une information objective à ses lecteurs, le Réseau Voltaire a réalisé un long entretien avec le porte-parole de ce mouvement musulman. Répondant aux questions de Silvia Cattori, Moshir Al Masri présente un groupe de résistance à une situation d'extrême violence bien éloigné du fanatisme qu'on lui impute.

Silvia Cattori : Après le meurtre du Cheikh Yassine, leader spirituel du Hamas, en 2004, les autorités israéliennes ont justifié sa liquidation en affirmant qu'il était le Ben Laden palestinien. Ils ont répandu l'idée que le mouvement islamique du Hamas était lié à Al Quaida. A l'extérieur, quand les journalistes parlent du Hamas, c'est généralement pour présenter ses membres comme des « terroristes », et non pas comme des résistants. On vous a reproché d'avoir refusé le processus de paix d'Oslo, ce en quoi les faits vous ont donné raison. L'idée est largement répandue que « le Hamas n'accepte pas l'existence d'Israël, qu'aucun juif ne pourra rester en Palestine, que tout juif est une cible et doit être éliminé ». Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de vouloir « jeter les juifs à la mer » et de refuser « le droit d'Israël à exister » ? Pouvez-vous préciser votre position politique sur ces points ?

Moshir Al Masri : Tout d'abord, permettez-nous de remercier tous les journalistes étrangers qui partagent les souffrances et la tristesse du peuple palestinien, qui sont dotés d'une conscience humaine, qui comprennent l'injustice qui pèse sur notre peuple et le défendent. Merci à tout journaliste, homme ou femme, qui accomplit sa mission professionnelle de manière objective et fidèle, sans biais pro-israélien.

En ce qui concerne le rejet de l'existence d'Israël et le refus du maintien des juifs en Palestine, permettez-nous de faire une distinction entre les juifs en tant que tels, c'est-à-dire en tant qu'adeptes d'une religion, que nous respectons et avec lesquels nous avons en partage une histoire honorable à travers l'histoire

musulmane, et une occupation présente sur notre territoire. Le problème n'est donc pas un problème avec les juifs. Nous souhaitons la bienvenue aux juifs qui veulent vivre avec nous ; c'est là en l'occurrence une attitude permanente que nous constatons tout au long de l'histoire de l'Islam, y compris déjà à l'époque de notre Prophète, Muhammad. Non, le problème, c'est qu'il y a une occupation qui pèse sur notre terre. Notre problème est donc avec cette occupation. Par conséquent, notre résistance est légale, en vertu de toutes les lois et règlements internationaux. D'ailleurs, la quasi-totalité des révolutions, dans le monde, ont eu pour finalité de chasser une occupation de leur territoire. Cela a été le cas au cœur de l'Europe et en Amérique et, par conséquent, nous avons le droit de nous défendre et de chasser l'occupant de notre sol. Des allégations sont soulevées, autour du mouvement Hamas, selon lesquelles ce mouvement chercherait à « jeter les juifs à la mer ». Ce sont là des propos fallacieux, infondés. Nous respectons le judaïsme en tant que religion et les juifs en tant qu'êtres humains. En revanche, nous ne respectons pas une occupation qui nous chasse de nos terres et exerce à notre encontre toutes les formes d'agression, au moyen des armes les plus atroces, utilisées contre notre peuple palestinien. Il en découle que la présence de cette occupation, on ne saurait l'accepter. Permettez-moi de vous donner un exemple, à ce sujet : si un homme possède une maison et que quelqu'un vient occuper cette maison, et si ensuite le voleur accepte tout au plus de concéder une toute petite pièce de cette maison à son légitime propriétaire, au cours de ce qu'il appelle lui-même des « négociations », en lui disant : « tout le reste m'appartient », quelqu'un peut-il accepter une telle situation ? Est-il acceptable d'être chassé de chez soi et ensuite de reconnaître que sa maison appartient à celui qui l'a volée ? Et d'aller, par-dessus le marché, négocier avec le voleur pour tenter de récupérer une minuscule chambre, et supporter ses atermoiements ? Alors même qu'en plus, le voleur tue vos enfants, défonce vos cultures et détruit votre gagne-pain ? Non. Aucune religion n'accepte cela. Ni aucune personne dotée de raison.

S.C. - Fin 2002, quand j'ai rencontré le Dr Rantissi vous n'étiez pas encore forcés de vivre cachés. Depuis 2003, les choses se sont considérablement durcies : le Hamas a été inscrit sur la liste noire des organisations « terroristes » ; il y a eu l'assassinat du Dr Rantissi et de centaines d'autres cadres importants. Comment ressentez-vous le fait qu'aucune instance, aucun Etat occidental ne prenne en compte la gravité des violations de la légalité internationale par Israël, et fasse de vous un ennemi ? Que dans le cas d'Israël qui bafoue les principes de justice et la vie humaine, qui a violé plus de 65 résolutions du Conseil de Sécurité, le droit international ne s'applique pas ?

Moshir Al Masri : En ce qui concerne la classification du Hamas dans les mouvements « terroristes », je répondrai qu'assurément cette qualification n'est ni fondée, ni admissible : le Hamas exerce une résistance honorable et équilibrée. Dire de lui qu'il s'agirait d'un mouvement « terroriste » est inacceptable. Nous ne sommes pas des « terroristes », nous ne prônons pas l'assassinat, nous ne volons pas autrui et nous ne sommes pas les occupants, que je sache, pour être ainsi qualifiés ? ! ? Nous nous défendons face aux incursions, face aux arrestations, face aux assassinats ciblés, face à l'utilisation par Israël des armes les plus cruelles pour frapper sans pitié et arbitrairement des civils. Nous avons le droit de nous défendre. Mais il est évident que les Etats-Unis sont ouvertement de parti pris en faveur d'Israël. Et puis il y a aussi cette faiblesse de l'Europe face à la position américaine. Nous ne pouvons que constater qu'il en découle une connivence européenne avec Israël, fondée sur l'alignement pro-israélien de l'administration américaine. Nous appelons les citoyens du monde entier à réexaminer la nature du conflit palestinien et à comprendre, devant la trêve que nous avons observée et que les Israéliens ont violée, que le problème n'est pas du côté du peuple palestinien, pas du côté de sa résistance légitime, mais bien du côté de l'agression dont notre peuple est victime.

S.C. - Au moindre acte de résistance non violente ou violente, Israël vous envoie ses bombardiers. Vous n'êtes pas sans savoir qu'il vous harcèle pour vous

pousser à la faute et justifier ensuite aux yeux du monde l'usage de la force. Face à la domination d'Israël, à qui les instances étatiques internationales donnent carte blanche pour vous massacrer, n'est-il pas suicidaire de vouloir riposter par les armes ?

Moshir Al Masri : Au sujet de ce qu'on a coutume d'appeler « l'équilibre des forces », permettez-nous d'insister sur le fait que tout pays occupé, dès lors qu'il lutte contre une occupation militaire, ne bénéficie certainement pas d'un rapport de force favorable. Sinon, si les forces étaient équilibrées, l'armée d'occupation ne pourrait pas maintenir une minute de plus son occupation du pays en question et de son peuple. Bien entendu, les forces sont totalement déséquilibrées, et nous sommes faibles. Mais faibles, nous le sommes en raison de notre manque d'armes, et certainement pas dans notre détermination et notre volonté de tenir face aux armes israéliennes ultramodernes et sophistiquées. Nous avons la volonté des montagnes. Nous avons pour nous le droit, et nous sommes prêts à tout sacrifier, je dis bien tout, pour recouvrer notre droit usurpé et violé. Par conséquent, cet équilibre des forces, il est vraisemblable que nous parviendrons, petit à petit, à le créer. De son début, jusqu'à son terme, l'Intifada a changé de tactique militaire, passant d'un mode d'action à un autre, jusqu'à être en mesure de porter des coups à l'ennemi et à arrêter son agression permanente contre notre peuple.

S.C. - Quelle a été la politique de Yasser Arafat vis-à-vis du Hamas ? Et quelle est aujourd'hui celle d'Abou Mazen ?

Moshir Al Masri : La politique vis-à-vis du mouvement Hamas du président disparu Abu Ammar [Yasser Arafat] - que Dieu l'accepte dans Sa miséricorde ! - était une politique fluctuante, variant d'un instant à l'autre. Une chose est sûre : en 1996, l'Autorité palestinienne a eu une politique faite d'arrogance et d'arbitraire à l'encontre du Hamas ; elle a jeté en prison ses militants et ses dirigeants, qu'elle a pourchassés jusqu'à imposer l'assignation domiciliaire au Shaïkh Ahmad Yassine. Nous avons patienté, nous avons surmonté nos blessures. Non pas par faiblesse, mais par respect pour le sang palestinien et afin de préserver l'union nationale. A l'inverse, il y a eu des périodes où la relation entre le Hamas et le président Abu Ammar était une relation solide : il y avait alors interaction. Cette relation, on le voit, n'était pas

monocolor : au contraire, elle a pris de multiples colorations, des plus variées. En ce qui concerne, cette fois, nos relations avec le président Abu Mazen [Mahmud Abbas] : jusqu'ici, le président Abu Mazen est un homme faible. Nous sommes tombés d'accord avec lui sur beaucoup de points, mais les décisions prises n'ont pas trouvé de traduction concrète sur le terrain et, jusqu'à présent, il est impossible de procéder à une véritable évaluation de sa politique. D'une part parce que l'expérience n'est pas assez longue pour permettre cette évaluation, mais surtout, d'autre part, parce qu'Abu Mazen n'a mis en application réelle aucun projet politique sur l'arène palestinienne, à l'aune duquel nous soyons en mesure de le juger.

S.C. - Plus de 650 000 Palestiniens sont passés par les prisons israéliennes et beaucoup ont été soumis à des tortures traumatisantes. Il y a actuellement en Israël 9 200 prisonniers palestiniens. Comme vous le savez, la police du Shabak se sert de techniques sophistiquées pour les dégrader, les humilier, les transformer en collaborateurs. On peut s'étonner que l'Autorité palestinienne n'ait pas exigé avec plus d'insistance la libération des prisonniers, comme préalable à toute négociation ! Des centaines de militants du Hamas et du Jihad ont été arrêtés, au cours des derniers mois, en Cisjordanie. Ces arrestations et ces assassinats auraient-ils pu réussir de manière si massive, sans la collaboration des services de sécurité palestiniens avec le Shin Beth ?

Moshir Al Masri : En ce qui concerne les arrestations et les assassinats « ciblés », il faut savoir qu'ils n'auraient jamais pu se produire sans la coopération des services de sécurité palestiniens avec le Shin Bet. Nous affirmons qu'il y a eu un pacte, par lequel l'Autorité palestinienne s'est liée les poings face à l'ennemi israélien et qu'aux termes de ce pacte, il y avait une coordination sécuritaire qui a placé l'arène palestinienne dans une terrible impasse et dans des dissensions intestines. Les arrestations, les chasses à l'homme, les assignations domiciliaires n'ont pu être imposées aux militants et aux dirigeants du Hamas qu'en raison de cette coopération sécuritaire entre [responsables] palestiniens et israéliens. En ce qui concerne les assassinats ciblés et les arrestations, il est évident qu'il existe tout un réseau de traîtres, qui vont et viennent librement en Palestine. Ce sont eux qui jouent un rôle essentiel direct dans les opérations d'élimination

israéliennes. Il en va de même des incursions et des rafles.

Malheureusement, l'Autorité palestinienne n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités, dans ce domaine, et nous n'avons pas voulu nous charger de cette tâche d'ordre public, afin de ne pas créer des dissensions dans l'arène palestinienne, et aussi afin qu'on ne puisse pas dire de nous que nous aurions été un Etat dans l'Etat. Nous ne dirigeons nos armes que contre ceux qui nous agressent et il incombe à la justice palestinienne de prendre ses responsabilités et de régler tout problème interne. Il est évident que l'Autorité palestinienne s'est elle-même liée les mains, en signant des accords qui nous interdisent de pourchasser les traîtres, qui pratiquent l'assassinat de nos concitoyens en désignant aux forces d'occupation les endroits où se cachent des Palestiniens [résistants] pourchassés, qu'elles recherchent afin de les arrêter, voire, plus fréquemment encore, de les assassiner.

S.C. - Il est apparu que l'Autorité palestinienne, après avoir mis son peuple dans une situation impossible - en l'appelant à la cessation de la lutte armée avant même la libération nationale - et après avoir signé avec Israël des traités « entre deux parties », a fait disparaître le terme « ennemi israélien » de son vocabulaire. Récemment le « droit au retour », a également été évacué du vocabulaire des dirigeants palestiniens qui parlent maintenant « d'une solution au problème des réfugiés » mais pas de droit. Pendant ce temps, l'argent se déverse à flot dans les caisses d'Abou Mazen. Est-ce un hasard ? Cet argent n'est-il pas destiné à acheter toute une élite politique et une classe moyenne susceptibles de renoncer à la lutte nationale de libération ? Quelle est aujourd'hui la position du Hamas vis-à-vis de l'Autorité palestinienne ?

Moshir Al Masri : En ce qui concerne la modification de la terminologie et de l'utilisation, ou de l'interdiction, de l'expression « ennemi israélien », l'Autorité palestinienne a oeuvré, de conserve avec l'ennemi israélien, en vertu d'un accord sécuritaire conclu entre eux, à faire disparaître beaucoup de concepts et à tenter de les effacer de l'esprit des diverses générations de Palestiniens. Mais l'Intifada bénie d'Al-Aqçâ a remis ces définitions et ces concepts à l'ordre du jour, d'une manière encore plus forte qu'auparavant et, cela, grâce surtout aux agissements de l'occupant, faits de crimes et de massacres des plus horribles

perpétrés contre les enfants de notre peuple.

Oui, il y a une faiblesse insigne, dans l'action de l'Autorité palestinienne, à bien des égards. Et comme par hasard, ce sont ses responsables qui veulent changer le vocabulaire. Mais les définitions du peuple ne sont pas celles des représentants de l'autorité. Il en va de même en ce qui concerne le droit au retour des réfugiés palestiniens. Quand un responsable palestinien parle de « résoudre le « problème » des réfugiés », on peut voir là une concession exorbitante, provenant de ce côté-là. Nous parlons ici des millions d'enfants de notre peuple (plus de cinq millions de Palestiniens) qui sont exilés, chassés, éparpillés dans la quasi totalité des pays du monde et qui ont le droit de revenir chez eux, sur leurs terres, dans leur patrie dont on les a chassés par la force. Ce sont là les termes qu'utilisent le peuple et les combattants. Ce que disent certains responsables palestiniens n'est pas représentatif de l'ensemble des palestiniens.

S.C. - Le Congrès pour le « droit au retour » réuni à Nazareth en décembre 2005, a mis en garde ceux qui veulent vous imposer la reconnaissance de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et évacuer le droit au retour. Ce droit demeure-t-il pour vous la pierre d'achoppement, « un droit inaliénable » sur lequel nul ne peut revenir ?

Moshir Al Masri : En ce qui concerne l'imposition d'une reconnaissance arabe et palestinienne de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et la reconnaissance du fait accompli, je pense que cette reconnaissance de l'Etat d'Israël est extrêmement dangereuse, car elle signifie l'abandon du droit palestinien, et elle signifie que la politique du fait accompli s'est imposée définitivement au monde arabo-musulman. Nous accueillons à bras ouverts les juifs en tant que tels, mais nous n'accueillons pas à bras ouverts une occupation qui écrase notre terre et notre peuple. Comme je l'ai déjà dit, nous ne pouvons accepter d'être chassés de chez nous, de nos maisons, de nos terres, après quoi nous reviendrions prendre possession d'une portion congrue de ces terres et nous reconnaitrions au voleur la propriété de tout le reste, en disant que cela lui revient de droit et en consacrant ce droit devant le monde entier. C'est la raison pour laquelle, nous, au Hamas, nous mettons en garde toutes les parties prenantes contre les conséquences terribles qu'aurait le fait de tomber dans le

piège israélien consistant à consacrer la politique israélienne des faits accomplis.

S.C. - L'autorité palestinienne a tout misé sur la création d'un Etat palestinien indépendant. Mais les Palestiniens étaient-ils prêts à accepter un Etat sur 8 % des terres historiques pour tout règlement des torts causés par Israël depuis 1948 ? Un Etat unique où juifs et non juifs vivent avec des droits égaux ne serait-il pas une solution plus équitable ?

Moshir Al Masri : Je tiens à dire que le mouvement Hamas croit aux solutions par étapes, mais pas aux solutions basées sur des concessions. C'est ce qu'avait affirmé le Shaïkh Yassine, fondateur et dirigeant du Hamas, il y a plus de quinze ans. Il avait dit : « Nous pouvons accepter la création d'un Etat en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem Est, avec le retour des réfugiés et la libération de tous les prisonniers. C'est alors que nous pourrions signer une trêve sur le long terme, pour dix ans s'il le faut, voire même plus ». Mais il est évident que l'ennemi sioniste veut perpétuer son occupation. La preuve en est que Sharon, après avoir vendu son retrait de Gaza, en le présentant comme une « concession douloureuse », revient à Gaza et y assassine, y bombarde, y frappe, et revient au nord de la bande de Gaza pour y établir un no man's land. On le voit : il ne connaît que le langage de l'occupation. Il ne sait pas ce que veut dire une trêve, comme le montre sa violation de la trêve actuelle, et il ne connaît pas le langage de la paix. Il ne connaît que le langage du crime et de la terreur contre notre peuple. Par conséquent, nous confirmons notre adhésion à des solutions par étapes, mais, en contrepartie, nous ne saurions reconnaître l'occupation de notre territoire. C'est pourquoi le reste du monde doit se rassembler afin de se tenir aux côtés de notre peuple endeuillé et meurtri, dont le territoire est occupé, dont les lieux saints sont violés et dont les enfants sont les victimes de la pire agression. Quant à la création d'un Etat qui réunirait les juifs et les Palestiniens, nous n'avons cessé d'affirmer - mais je veux bien le réaffirmer encore une fois - que nous avons vécu avec les juifs tout au long de l'histoire islamique, qu'en tant que Dhimmis, dans l'Etat musulman, ils bénéficiaient des mêmes avantages et ils étaient soumis aux mêmes obligations que nous ; ils faisaient partie de notre patrie. Encore une fois : le problème n'est pas avec les juifs. Le seul problème que nous ayons, c'est avec l'occupation israélienne.

S.C. - Après le retrait des colons de Gaza, la communauté internationale a considéré ce retrait comme une avancée vers la paix. Or, où est la paix ? Votre mouvement a affirmé que Gaza était libérée. Or, ceux qui l'ont visitée récemment ont rapporté que le million et demi de Palestiniens qui l'habitent, demeurent sous le contrôle absolu d'Israël ; surveillance et coercition qui vont encore s'accroître par la construction par Israël de la triple barrière munie de mitrailleuses télécommandées, de détecteurs électroniques et optiques. Plutôt que de parler de libération, pourquoi n'avoir pas dénoncé le fait que les habitants de Gaza sont emmurés derrière des barrières, dans un camp de concentration ?

Moshir Al Masri : Oui. Il est clair que ce qu'a voulu vendre Sharon, c'est un mensonge. En effet, le retrait de la bande de Gaza n'est pas un véritable retrait, ni un retrait total. Israël continue à occuper l'espace aérien de Gaza : ses avions ne cessent de survoler Gaza, les bombardements continuent et les simulacres d'attaques aussi, ainsi que les assassinats ciblés depuis les airs, par drones et missiles. Il en va de même de l'encerclement terrestre et maritime, y compris du point de passage de Rafah, qui est l'unique issue laissée au peuple palestinien vivant dans la bande de Gaza : il est truffé de caméras, il y a des commissions sécuritaires mixtes, qui interrogent toute personne qui entre dans la bande de Gaza ou qui en sort, même s'il n'y a plus de présence militaire israélienne effective. Il en résulte que nous vivons dans une immense prison, dans la bande de Gaza, et que l'ennemi israélien n'a fait aucune concession. Il ne s'est retiré de Gaza que sous les coups de la résistance : il a lui-même reconnu ne plus pouvoir supporter le fardeau sécuritaire qui pesait sur ses épaules en raison de son occupation de la bande de Gaza, en particulier dans les colonies, en butte aux frappes de la résistance palestinienne, en dépit des moyens rudimentaires de celle-ci, qui a néanmoins réussi à atteindre l'ennemi israélien en lui infligeant une dure leçon et en lui apprenant que la terre palestinienne ne saurait tolérer la perpétuation de son occupation par Israël.

S.C. - Contrairement à l'ANC en Afrique du Sud, ni Arafat ni Abou Mazen n'ont jamais appelé au boycott international, ni à la lutte civile, ni à des sanctions punitives contre Israël. Le président de l'Université palestinienne Al Quds s'est

même élevé contre le boycott des universités israéliennes lancé par des Britanniques. Comment expliquez-vous une telle soumission à Israël, alors que les Palestiniens attendent de leurs autorités qu'elles défendent leur cause ?

Moshir Al Masri : Il est clair que l'Autorité palestinienne est en train de connaître une dérive dangereuse et que certains de ses dirigeants s'accrochent à leur fauteuil. Ils sont prêts à faire toutes les concessions possibles et imaginables. C'est ce dont nous nous sommes rendu compte, avec le genre d'accord qu'ils ont signés : il n'y avait pas de position solide de l'Autorité palestinienne qui fût en mesure de mettre un terme à l'agression sioniste contre le peuple palestinien. Le discours dominant, c'était celui des concessions : c'est cette langue des concessions qui s'est imposée la plupart du temps, à un point tel que le président d'une université palestinienne a osé protester, vous avez tout à fait raison, contre le boycott des universités israéliennes, comme si nous vivions avec Israël dans un même cadre, en oubliant totalement notre sang versé, la confiscation de nos terres et la mise sous occupation de toutes les possibilités du peuple palestinien ! Oui, hélas, il y a une soumission, de la part de l'Autorité, à l'administration israélienne, en échange de non-concessions israéliennes vis-à-vis de l'Autorité. Et cela, parce que celle-ci s'est liée les mains avec des accords dont elle est incapable de s'extraire, au moment même où Sharon et consorts nient les accords dont il est question, en déclarant que les accords d'Oslo n'ont plus d'existence pratique, sur le terrain.

S.C. - Les parlementaires européens - gauche et droite - ont voté en 2004, à une large majorité, une résolution dite " Paix et Dignité au Proche-Orient" qui exige de l'Autorité palestinienne de mener une lutte contre les actes de terrorisme. Cette résolution :

« réitère sa ferme condamnation ainsi que le rejet de tout acte de terrorisme commis par des organisations terroristes palestiniennes contre le peuple israélien, et exige que l'Autorité nationale palestinienne mène une lutte sans merci contre ces actes de terrorisme jusqu'au démantèlement total de ces organisations »

« déclare expressément que le terrorisme palestinien, que ses victimes soient civiles ou militaires, non seulement est responsable de nombreuses victimes innocentes, ce qui le rend des plus condamnables, mais en plus nuit

gravement au processus de paix que l'on veut reprendre ». Que dites-vous à l'Europe ?

Moshir Al Masri : En ce qui concerne les « terroristes », et l'affirmation selon laquelle la résistance non seulement tuerait des innocents, mais ferait obstacle au processus de paix, nous disons : « Observons attentivement et précisément la scène palestinienne et les événements qui s'y sont produits depuis la signature de l'accord de paix entre Palestiniens et Israéliens. Qui a commencé à tuer ? Qui a perpétré des massacres le premier ? Comment l'Intifada d'Al-Aqçâ, que nous continuons à vivre aujourd'hui, a-t-elle débuté ? Ne serait-ce pas, par hasard, avec la visite provocatrice de Sharon à la Mosquée Al-Aqçâ, bénie et sainte pour les musulmans et pour le peuple palestinien ? Les fidèles [musulmans] ayant protesté, les forces de l'occupation ont abattu des dizaines d'entre eux, en quelques instants. C'est alors que les foules se sont levées, partout, afin de défendre leurs lieux saints, comme c'était leur droit et leur devoir. La première Intifada, quant à elle, n'avait-elle pas éclaté après qu'un colon eut écrasé volontairement sept ouvriers palestiniens à Jabalya ? Par conséquent, nous défendons notre peuple, et ceux qui nous qualifient de « terroristes » se trompent ; ils doivent reconsidérer leur appréciation. Nous ne sommes pas des « terroristes ». Nous prônons la vie, nous prônons un projet de libération, nous défendons la dignité et la légitime fierté. Il faut que le monde européen cesse d'être le complice de l'Amérique, dans son alignement patent sur l'ennemi israélien. Si vous étudiez et examinez précisément les problèmes en jeu sur l'arène palestinienne, vous comprendrez que, dans la quasi totalité des cas, c'est l'occupation qui provoque les problèmes.

S.C. - Le récent succès électoral du Hamas a jeté un vent de panique au sein de l'Autorité palestinienne. Pensez-vous qu'après avoir régné durant douze ans en maître absolu, s'être enlisée dans des négociations « de paix » qui ne menaient qu'à plus de souffrances pour les Palestiniens, sera-t-elle capable de renoncer aux privilèges acquis aux dépens de son peuple et d'accepter le message que ce dernier lui envoie ?

Moshir Al Masri : Nous pensons qu'un des principes de la démocratie, c'est l'acceptation des résultats des élections. La nation n'est le monopole de personne, elle appartient à tout le monde. Le

mouvement Hamas tient à rassurer tout le monde, l'Europe, l'Amérique et le monde entier, ainsi que l'Autorité palestinienne : nous n'avons nullement l'intention de prendre la place de qui que ce soit dans ces élections, ni de contester quiconque. Nous voulons consacrer une nouvelle étape, celle de la participation politique, afin d'en finir avec l'exclusive dans la prise de décision politique palestinienne. Cette étape sera aussi celle de l'union nationale face aux défis propres à cette étape : ce peuple qui a fait les plus grands sacrifices pour contraindre l'occupant à se retirer d'une partie de son territoire doit aujourd'hui pouvoir vivre une vie tranquille et décente, loin des manifestations d'anarchie et d'insécurité, provoquées la plupart du temps par les services dits « de sécurité » eux-mêmes, loin du système du piston et des pots-de-vin, loin de la perte des repères, du vide devant l'inconnu, qui dominant actuellement la scène palestinienne. C'est la raison pour laquelle le Hamas a voulu participer sans plus tarder aux élections législatives, afin de tenter de sauver la scène palestinienne de cette situation délétère.

S.C. - C'est pour le peuple palestinien une situation on ne peut plus déprimante. Rien de ce que l'Autorité palestinienne avait promis n'a été réalisé. Mais si les Palestiniens lui ont tourné le dos, cela ne veut pas dire, pour autant, qu'ils adhèrent à votre programme ?

Moshir Al Masri : Il est clair qu'en raison de la monopolisation du pouvoir par l'Autorité palestinienne, qui prend seule toutes les décisions concernant l'avenir du peuple palestinien depuis dix ans, et d'autre part du succès du mouvement Hamas et de son programme en matière de résistance légitimement reconnue par le droit international et du fait que ce mouvement a été le porteur des préoccupations du peuple palestinien et de la bannière du changement et de la réforme, on a assisté à un rassemblement populaire autour du Hamas. De plus, le peuple palestinien est un peuple musulman en majorité. Or, le Hamas est un mouvement musulman, qui veut que notre peuple vive l'Islam comme une réalité concrète autant que cela nous est possible. Il est clair que l'Autorité palestinienne n'a pas tiré les leçons de ses erreurs, et que sa situation est déplorable. Elle est même incapable de tenir tête à ceux de ses membres qui pratiquent des enlèvements d'étrangers, qui nuisent à l'image honorable de notre peuple, ou qui pratiquent les occupations de diverses institutions, le racket et

l'intimidation. Tout ceci fait que l'Autorité palestinienne traverse une période de grande faiblesse et de décomposition. C'est la raison pour laquelle nous avons tenu à participer aux élections, afin que l'Autorité recouvre son prestige et que le droit retrouve sa primauté. Nous voulons créer une Autorité palestinienne respectable, afin que le peuple palestinien puisse la respecter.

S.C. - Sauf à Ramallah, durant l'année écoulée, lors des élections locales, le Hamas a récolté plus de 50 % des voix. Le FPLP, parti de gauche, a dans certaines villes fait alliance avec vous. Cela tend-il à démontrer qu'il ne s'agit pas de voter pour une religion mais pour des hommes et des femmes intègres qui, contrairement aux cadres du Fatah, n'ont jamais abandonné la lutte de libération ?

Moshir Al Masri : Le fait que le Hamas conclut des alliances avec le Front Populaire de Libération de la Palestine ou d'autres organisations, confirme qu'il n'est pas un mouvement sectaire, ni sclérosé, ni replié sur lui-même. Le Hamas est un mouvement qui s'affirme comme une page ouverte à tous, comme un mouvement prêt à s'allier avec tous les enfants de notre peuple palestinien, afin de défendre les intérêts supérieurs de notre peuple, dans le cadre d'un changement et d'une réforme réels dans l'arène palestinienne. C'est de là que découle le soutien apporté par le Hamas à une candidate de gauche à la mairie de Ramallah, soutien qui n'est pas un cas unique, loin de là. Nous disons à tous que nous ne voulons prendre la place de personne, nous ne voulons évincer personne. Nous voulons vivre une existence digne et tranquille, à l'abri de tous les phénomènes que connaît la scène palestinienne depuis dix ans. Nous voulons convenir d'une stratégie bien définie qui protège les droits du peuple palestinien et préserve ses avancées, sans considération sur les appartenances de ces alliés : il suffit qu'ils soient Palestiniens et qu'ils veuillent servir la cause du peuple palestinien.

S.C. - Pourquoi avez-vous pris le parti de participer à ces élections alors que le Jihad islamique, lui, s'est abstenu ? Des élections sous occupation ne détournent-elles pas les Palestiniens de l'essentiel ? La priorité n'est-elle pas de nouer le dialogue inter-palestinien pour relancer la lutte nationale ?

Moshir Al Masri : Quelles sont les priorités du Hamas, dans la période actuelle ?

Mettons les points sur les « i » : le Hamas a trois priorités, dont aucune n'est caduque, ni moins importante que les autres. La première priorité, c'est le renforcement de l'unité interne, étant donné que c'est cette unité qui est à même de protéger l'arène palestinienne contre tout développement dangereux. La seconde, c'est le renforcement de la participation politique, qui représente une option susceptible de sauver la scène palestinienne du marasme actuel. Le troisième point, c'est le renforcement du programme de la résistance en tant que choix stratégique de notre peuple, tant qu'une occupation continuera à peser sur notre terre et tant que se poursuivra l'agression continue contre notre peuple. Ce choix a été celui de toutes les révolutions de par le monde, y compris en Europe et en Amérique. Il s'agit d'un choix reconnu par le droit international.

S.C. - La participation du Hamas aux élections législatives palestiniennes, dans les territoires sous contrôle de l'Autorité Palestinienne, a été mise en cause par Javier Solana. Celui-ci, reprenant la menace des Etats-Unis, a fait pression sur les Palestiniens en affirmant que si le Hamas remportait les élections, l'aide financière de l'Europe serait suspendue. Ce qui indique que l'Europe ne reconnaît pas aux Palestiniens le droit de choisir leurs propres représentants ni celui de résister. Ce chantage, qui menace les Palestiniens d'un étranglement financier, donc de les rendre encore plus faibles face à l'occupant, empêchera-t-il les Palestiniens de voter pour les candidats du Hamas ou du FPLP ?

Moshir Al Masri : En ce qui concerne la question de savoir si les menaces européennes et les menaces américaines de couper les aides sont susceptibles de dissuader notre peuple de soutenir le Hamas, je répondrai que je pense que les déclarations tant européennes qu'américaines à cet effet ont coïncidé avec la quatrième étape des élections municipales palestiniennes, en particulier dans les plus grandes villes. Or, quel en a été l'effet ? Le Hamas a remporté les élections dans les plus grandes villes palestiniennes, comme Naplouse, El-Biréh, Ramallah ou Jénine. Par conséquent, notre peuple palestinien est un peuple qui compte essentiellement sur Dieu - Qu'Il soit exalté ! - et qui connaît ce verset coranique « C'est dans le ciel que se trouve la véritable vie qui vous a été promise ». Le peuple sait très bien qu'il y a un complot international ourdi contre lui. Par conséquent, il veut choisir ceux qui

seront capables de porter sa préoccupation et ceux dont il sait, de confiance, qu'ils seront dignes de la mission qu'il leur aura confiée, par la grâce de Dieu ! Nous, au Hamas, nous avons fait nos preuves, au fil des années, dans de nombreuses institutions, syndicats, coopératives, ou autres, et nous avons donné un exemple à suivre. C'est en connaissance de cause que le peuple palestinien nous a élus, c'est en raison de sa confiance. Par conséquent, la provocation de l'administration américaine qui, aux dires des responsables de l'Autorité palestinienne, n'accorde au peuple palestinien que des miettes qui ne représentent pratiquement rien dans le budget palestinien et la position européenne, voire même les déclarations de Javier Solana dont je ne pense pas qu'elles reflètent une position européenne bien étudiée qui représente vraiment tous les Etats membres de l'Union européenne, vous savez. Disons que je ne considère pas que la dernière position adoptée par le Quartette soit une position d'une grande fermeté. Il s'agit plutôt de l'expression d'un recul : après avoir refusé la participation du Hamas aux élections, certains partenaires internationaux ont dépassé ce blocage, après avoir constaté la détermination et la volonté des Palestiniens, ainsi que l'unanimité sur la nécessité de la participation de tous à ces élections. Les puissances étrangères opposées à notre participation ont commencé à brandir la menace de la suspension des aides économiques, puis elles ont cessé de le faire après avoir constaté que cela ne dissuaderait en rien les Palestiniens de voter pour le Hamas. Elles se sont alors contentées de formuler des mises en garde contre la participation du Hamas à tout gouvernement palestinien à venir. Je suis persuadé que les partenaires internationaux se verront contraints de composer avec une réalité nouvelle pour eux : le mouvement Hamas est une composante authentique du peuple palestinien, il fait partie de ceux qui déterminent la décision politique palestinienne.

S.C. - La position du Quai d'Orsay, était plus nuancée que celle de Solana : « Nous pensons qu'il est important que le processus électoral qui a été engagé dans les territoires palestiniens puisse se dérouler normalement. Le Hamas demeure inscrit sur la liste « des organisations terroristes de l'Union européenne, tant qu'il n'aura pas renoncé à la violence et reconnu l'Etat d'Israël. Pour notre part, nous suivons avec intérêt

ce qui se passe et cette évolution du Hamas sur le plan politique ». Vous paraît-il possible de renoncer à la lutte armée et de reconnaître l'existence de l'Etat juif d'Israël ?

Moshir Al Masri : En ce qui concerne la reconnaissance de l'Etat d'Israël et le renoncement à la lutte armée, je réponds : comment le Liban s'est-il libéré ; comment beaucoup de pays européens se sont-ils libérés, et comment l'Amérique du Nord s'est-elle libérée ? N'est-ce pas en chassant les puissances qui les occupaient ? Cela fait dix ans que nous essayons de négocier : pour quel résultat ? Le résultat, n'est-ce pas l'inconnu ? Le résultat, n'est-ce pas le vide ? Qu'est-ce que l'Autorité palestinienne a récolté ? Qu'est-ce que le peuple palestinien a récolté ? Rien, sinon des malheurs, la destruction, le recul de la cause palestinienne pour des lustres. On ne peut pas continuer à faire ce genre d'expérience vouée à l'échec ni accepter une occupation qui s'incruste, qui continue à tuer, à massacrer, à perpétrer la terreur contre le peuple palestinien. Nous disons que le Hamas est un mouvement ouvert, prêt au dialogue avec qui le souhaite à la lumière des intérêts supérieurs du peuple palestinien. Mais un dialogue avec l'occupation sioniste, c'est un dialogue qui a échoué, bien qu'il ait été tenté sur la base des plus grandes concessions de notre part, en échange de rien du tout, du côté israélien.

S.C. - De savoir que les dirigeants des pays démocratiques ont systématiquement refusé de sanctionner Israël qui viole les Conventions de Genève - démolitions de maisons, exécutions sommaires, arrestations arbitraires, assassinats d'enfants - et aussi de savoir que les associations en faveur de la Palestine ont collaboré avec l'Autorité palestinienne qui était un système corrompu et répressif, vous choque-t-il ? Ne pensez-vous pas que votre meilleure arme est de mieux expliquer à l'opinion internationale quel type de soutien les Palestiniens sous occupation militaire attendent ?

Moshir Al Masri : Oui, cela me choque. Effectivement, nous avons besoin d'une

vaste campagne médiatique. Mais il est évident que les sionistes, leurs séides et leurs amis possèdent des moyens d'information extrêmement puissants qui écrasent les nôtres. Israël a violé la quasi totalité des résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu, ainsi que toutes les Conventions de Genève, en perpétrant les pires crimes terroristes contre notre peuple : destruction de maisons, de terres agricoles, assassinat délibéré d'enfants innocents et, cela, sans qu'il ne juge le moindre soldat responsable de ces assassinats, notamment d'enfants, comme celui du jeune Muhammad Al-Durra, auquel le monde entier a assisté : on l'a vu crier, supplier. En vain. Le résultat ? Le soldat responsable d'avoir tué délibérément a été emprisonné pendant un mois à peine. Cela équivalait purement et simplement à se gausser du sang palestinien répandu. Oui ; il nous faut dénoncer toutes ces exactions israéliennes, toutes les violations israéliennes des résolutions du Conseil de sécurité, et aussi celles des Conventions de Genève. Nous avons besoin des efforts des journalistes européennes et européens, des juristes, de toutes les personnes et instances porteuses du sens du mot « humanité », qui comprennent ce que l'occupation signifie et qui connaissent l'horreur du crime et du terrorisme sionistes à l'encontre de notre peuple, afin qu'ils fassent comprendre au monde, autant qu'il leur est possible, quelle est la véritable situation. Nous savons qu'il existe une connivence entre les régimes politiques européens et l'ennemi israélien, mais nous savons aussi qu'il y a chez vous, en Europe, des gens qui défendent les valeurs humaines, et nous leur serrons fraternellement la main, en les priant de multiplier les contacts avec nous.

S.C. - Autrement dit, Israël aura le beau rôle aussi longtemps que l'opinion n'aura pas compris que la racine de ce conflit ce n'est pas la religion mais la lutte d'un peuple pour garder sa terre, et aussi l'expulsion des trois quarts des Palestiniens, en 1948, pour installer, à leur place, des gens de confession juive venus de partout. Tant que ce déni de l'histoire perdure il est facile à Israël de renverser les responsabilités et d'accuser

de terrorisme ceux qui relèvent la tête. Si vous obtenez une majorité aux élections législatives, êtes-vous prêts à rencontrer les responsables politiques européens pour leur rappeler que le point central du conflit est l'expropriation et l'épuration ethnique des Palestiniens par Israël ? Et de façon plus générale, que pensez-vous faire ?

Moshir Al Masri : Si nous remportons la majorité lors des élections législatives, nous aviserons. Mais, sur le plan du dialogue avec l'Europe et les États-Unis, le Hamas n'a d'hostilité envers personne, et nous sommes prêts à dialoguer avec qui voudra dialoguer avec nous. Nous avons dialogué avec l'Europe, notamment avec des parlementaires européens, et nous avons instauré un dialogue avec des universitaires américains, à Beyrouth (mais il ne s'agit pas de personnes détentrices d'un quelconque pouvoir exécutif aux États-Unis). Le Hamas est un mouvement ouvert à tous, et certainement pas un mouvement rigoriste, ni un mouvement complexé. Bien entendu, le Hamas est un mouvement porteur d'un projet islamique, qui veut que tout le monde vive en liberté et dans la dignité, et donc que notre peuple vive libre et dans la dignité. Ce que nous demandons au monde, c'est de ne pas s'aligner, de ne pas persister dans son alignement patent, meurtrier et provocateur sur l'ennemi sioniste, au prix des intérêts nationaux du peuple palestinien. Nous sommes prêts à dialoguer avec tout partenaire, mis à part Israël, qui perpétue l'occupation et l'agression contre notre peuple palestinien, afin d'explicitier ce qui doit et peut l'être et de mettre tout un chacun au courant de ce qui se passe sur la scène palestinienne, et aussi afin de rappeler à nos partenaires que le problème, c'est l'occupation et l'agression, et en aucun cas notre peuple ni sa résistance légitime. Le problème est du côté de ceux qui sont venus chasser notre peuple de chez lui et en occuper les terres. Par conséquent, nous sommes persuadés que le monde libre doit s'efforcer de faire en sorte que le peuple palestinien vive libre, dignement, comme il vit lui-même.

Nous vous remercions tous.

Traduit de l'arabe en français par Marcel Charbonnier et Ahmed Manai, membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. (transtlaxcala@yahoo.com). Cette traduction est en Copyleft.

Source : Réseau Voltaire
<http://www.voltairenet.org/article134320.html>